

Les syndicats de la santé et les parents d'Antonin exaspérés par le mutisme de l'ARS



Les syndicats de la santé et les parents d'Antonin exaspérés par le mutisme de l'ARS

Photo: Étaient présents à la conférence de presse, Claude Chouteau, président du Comité de défense de l'hôpital public, Christian Navarre, UD CGT 32, Pascal Levieux, Président de la Ligue des droits de l'Homme du Gers, Christophe Bukovec, CGT santé, Eric Cadoré, PCF 32, Simone Gauthier, Comité gersois de défense de la santé publique.

C'est en présence des parents d'Antonin Bridard que le comité Gersois de Défense de la Santé Publique, la Ligue des droits de l'homme 32, UD CGT 32, santé CGT 32, FSU 32, PCF 32, France Insoumise, Solidaires et UNSA ont tenu mardi 16 juillet une conférence de presse intitulée « Une demi-heure pour la vie ».

S'appuyant sur le cas d'Antonin ([CLIC ICI](#) pour plus de précisions) qui a perdu suite à un accident de travail une main qui n'a pu être greffée dans les temps voulus, les syndicats « demandent des comptes à l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie. Car l'accident du jeune condomois Antonin, n'est pas le résultat d'un concours de circonstances, ce que nous pressentons déjà comme la justification de l'ARS, mais bien le résultat, malheureux et dramatique, d'une logique de politique de santé engagée depuis plusieurs décennies mise en œuvre fidèlement et scrupuleusement par l'ARS ».

Et de rappeler que le SMUR de Condom n'est opérationnel que de 9 heures à 20 heures, « C'est une situation voulue et complètement assumée par l'ARS », estime Christian Navarre de l'UD CGT 32. « Ce qui est en cause, ajoute-t-il, ce sont les restrictions successives des moyens alloués à la Santé des Françaises et des Français. Ce qui est en cause c'est la réduction des missions du service public hospitalier. Aucun lieu du Gers ne doit être à plus d'une demi-heure d'un SMUR ».



De leur côté, les parents **Dominique et Marc Bridard**, toujours à la recherche d'explications, s'adressent à l'ARS : « Aucune politique comptable n'est acceptable lorsque nos vies sont en danger; par conséquent, nous voulons le renversement de l'ARS, un parc hélicoptère satisfaisant, considérer une amputation comme une urgence vitale, une demi-heure de délai maximum en cas d'accident, l'égalité des droits sur tout le territoire, la préservation de la Sécurité Sociale; reprenons la totalité du Conseil d'administration de la Sécurité Sociale, la politique ne doit pas être une affaire de spécialiste ».